

# LA COMMUNE DE PARIS

## MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

S'adresser pour l'administration au citoyen SOBRIER, directeur-gérant ;  
Pour la rédaction au citoyen CHAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 46. (Affranchir.)

Paris, 10 avril.

Hier nous disions un mot des bruits absurdes partant de Paris pour les départements et faisant retour au centre grossis de toute la niaiserie des colporteurs. Cette tactique paraît n'être plus suffisante pour les réactionnaires. Ces héros de l'ombre, ces génies magnifiques se trouvent trop à l'étroit sur le sol de France ; ils ont senti le besoin de faire jouer l'étranger du charme de leur intelligence et du grandiose de leurs plans. L'Espagne est devenue ainsi une source de nouvelles à la main, et les délégués venus de ce pays au Comité révolutionnaire nous ont appris à quelle hauteur peuvent s'élever les hiboux de la régence et de la légitimité.

Toutefois le peuple espagnol n'est point façonné encore au goût délicat de nos faiseurs. Les Catalans surtout accueillent d'une façon assez méprisante ces récits qui leur présentent le peuple français occupé tout le jour à s'enivrer sur les places publiques, et criant, hurlant comme un couvent de moines en pleine orgie. Il est vraiment fâcheux que les Espagnols soient trop peu avancés pour bien comprendre ces gentilles et la valeur de qui se les permet.

Il y avait pourtant assez belle chance de décréditer là-bas le peuple français. Nos agents diplomatiques sont, à quelques exceptions près, ceux de Louis-Philippe, et l'on juge d'ici l'attitude digne qu'ils doivent avoir comme représentants de la République.

Ici encore les Espagnols se permettent d'avoir un avis différent. Ils jugent, dans leur simple bon sens, que la majesté populaire ne peut qu'être bien tristement soutenue par ceux qui naguère encore la niaient de toutes les forces de leur dévouement monarchique. En cela, les Espagnols nous semblent aller selon toutes les lois de la logique.

Nous nous adressons donc avec confiance au citoyen Lamartine pour le prier d'extirper cet abus partout où il existe. Si la République française s'abstient de toute action oppressive ou conquérante, il lui importe toujours de se concilier les sympathies des peuples ; et comment y parvenir si les hommes chargés de parler pour elle le font de manière à refouler chez les autres tout ce que le sentiment français comporte de patriotisme et de grandeur ?

On est sûr d'être favorablement écouté quand on parle de nobles choses au citoyen Lamartine. Qu'il promène une main vigoureuse dans les oasis de la diplomatie, afin d'arracher les parasites qui gênent ou neutralisent la fécondité. C'est de France que part désormais la grande voix sociale ; ni petits réactionnaires ni despotes épileptiques ne sauraient en empêcher l'écho. Que feraient ces pauvres rois à demi-détrônés contre l'immense cri des peuples ? Le temps des coalitions est passé. L'argent manque aux augustes oppresseurs du genre humain ; et fussent-ils en possession des mines de Golconde, à quoi leur servirait ce monceau de richesses contre dix millions de citoyens français ?

Qu'ils s'inclinent donc à la voix de la France, car aujourd'hui plus que jamais c'est la voix de Dieu. Pauvres rois, si longtemps aveugles, ouvrez les yeux à la lumière ; peuples, toujours opprimés, abandonnez-vous aux beaux élans de l'âme : l'étoile de l'avenir brille au ciel.

Le ministre de l'intérieur est accablé de travail, nous le savons ; et pourtant nous lui demandons de faire plus encore.

Les prêtres, nous écrit-on de plusieurs départements, de la Bretagne surtout, les prêtres se donnent un mouvement énorme. Ils courent les campagnes et endoctrinent, eux seuls savent comment, ces hommes utiles auxquels le rude labeur des champs ne laisse aucun loisir.

Nous aimons à croire que bon nombre de ces curés prêchent consciencieusement la doctrine du Christ ; mais nous savons aussi que d'autres suivent les errements de ces abbés cosmopolites, falsificateurs du texte de l'Évangile. Il y a donc ici une influence pernicieuse à combattre, et nous demandons au citoyen ministre de l'intérieur de le faire le plus tôt possible.

Il est urgent, selon nous, de promulguer un catéchisme républicain en style clair, net, précis, intelligible à tous. Il faut le faire tirer à cent mille exemplaires, au moins, destinés aux communes rurales.

Le soin de faire parvenir ce catéchisme à destina-

tion doit être confié aux commissaires du Gouvernement. Ceux d'entre eux qui s'occupent spécialement de leur candidature recevront l'invitation, et au besoin l'ordre, de laisser un moment de côté leur intérêt propre et de s'occuper un peu plus de la mission importante dont on les chargeait avec confiance et avec l'espoir qu'ils la rempliraient mieux.

### Élections à l'Assemblée constituante.

VIENNE.

Camille DUTEIL.

Je disais aux républicains ambitieux :

« Non, vous n'êtes pas démocrates, vous qui, rêvant le pouvoir, ne voyez dans le peuple que l'escabeau de votre puissance future. Souvenez-vous que le peuple n'aime pas les gens qui s'imposent, et que, devant lui comme devant Dieu, celui qui s'élève sera abaissé, parce que, légitime souverain, il ne reconnaît pas de maîtres, il n'accepte que des serviteurs. »

Soldat obscur mais dévoué de la cause démocratique, en dehors de toute coterie, je me présente aujourd'hui à vos suffrages pour être non pas le représentant de votre département, mais le représentant du peuple. C'est mon droit. Votre devoir est de chercher si vous n'en connaissez pas de plus dignes.

Et prévoyant déjà la révolution européenne qui gronde maintenant, je m'écriais :

« Malheur à vous, gouvernements, qui ne comprenez pas que les temps sont venus d'assurer à chacun sa part de pain et de soleil : car le peuple, encafé par l'égoïsme, a déjà formulé son symbole ! Malheur à vous ! car en proclamant son droit, il vous demandera compte de votre indifférence. — Vous pourrez bien quelque temps encore livrer les prolétaires aux industriels, comme les Césars livraient les chrétiens aux bêtes : mais le cri des martyrs monter toujours vers Dieu, et la justice de Dieu se traduit ici-bas en colère du peuple ! »

Ces fragments divers étaient écrits par Camille Duteil, dans l'*Aquitaine*, en 1845. — Il continue ainsi :

« Vous voyez, citoyens, que je ne suis pas un homme du lendemain. — Voici ce que je pourrais être comme homme d'avenir si vos libres suffrages m'appelaient à l'honneur de siéger à l'Assemblée nationale.

« Je serais le défenseur solide de la propriété ; mais je réclamerai de toute ma force l'organisation du travail, parce que si la liberté n'est pas le droit de voler le riche, elle ne peut pas être non plus le droit de laisser le pauvre mourir de faim.

« Je demanderai l'enseignement en commun sur le pied d'une égalité parfaite, parce que l'égalité des droits ne sera véritablement réelle que lorsqu'il y aura égalité d'instruction pour l'exercice de ces droits.

« Je voterai l'abolition de la peine de mort, parce que le mot *fraternité* ne peut pas s'écrire avec du sang.

« Salut et fraternité.

« CAMILLE DUTEIL,

« ancien rédacteur de la Réforme.

« La Trémouille, 18 mars 1848. »

Nous ajouterons, pour l'édification de nos lecteurs, que depuis 1840 nous avons connu Camille Duteil dans la presse de Paris ; là, comme ailleurs, il a tenu le rang dû à l'homme probe, au savant distingué, au littérateur incorruptible, au républicain énergique et désintéressé. On ne peut faire un meilleur choix.

COLLARD,

doreur à Poitiers.

« Enfant de Paris, je n'ai jamais reçu d'autre instruction que celle que le régime monarchique a bien voulu permettre de donner aux prolétaires. Jeune encore aux glorieuses journées de Juillet, je suivis cependant ces généreux enfants qui se levèrent pour conquérir leur indépendance. Jusque-là je n'avais qu'imparfaitement compris cette noble devise : *Liberté, Égalité, Fraternité*. Mais à la vue de ce peuple héroïque se levant en masse, mon cœur bondit, et je naquis à la liberté.

« Le manque d'ouvrage, suite inévitable des révolutions, me fit successivement quitter Paris et Lyon et partir comme volontaire pour l'Afrique, où l'on se battait.

« Rentré à Paris après deux ans de service dont je fus libéré par un congé, je repris mes travaux, et la marche rétrograde du gouvernement déchu me jeta bientôt, mes amis et moi, dans la société des Droits de l'homme et du citoyen, d'où je ne tardai pas à comparaître devant la chambre d'accusation de la cour des pairs (16 juillet 1834) ; mais l'accusation fut abandonnée faute de preuves suffisantes.

« Citoyens, je vous ai dit mon passé, qui s'est écoulé loin de vos murs. Vous m'avez vu au milieu de vous depuis neuf ans ; jugez si j'ai jamais dévié de la route que j'ai suivie d'abord. J'ai toujours combattu le gouvernement déchu de toute la force de mes convictions, et jusqu'à sa chute je n'ai cessé de faire de la propagande républicaine.

« On m'a accusé d'être communiste, et la malveillance n'a pas manqué d'exploiter cette accusation que je combats de toutes mes forces, parce que je ne le

suis pas, parce que je ne l'ai jamais été.

« Je veux la souveraineté du peuple dans toute sa plénitude ; je veux qu'elle soit regardée comme un axiome, et qu'un représentant n'ait pas le droit de la mettre en question.

« Je veux que l'égalité ne soit pas un vain mot ; que le pauvre reçoive la même instruction que le riche, et que l'instituteur primaire soit enfin équitablement rétribué.

« Je veux que les emplois de la République soient gérés par les plus dignes, et ne soient plus comme autrefois l'apanage de la richesse et de la faveur.

« Je veux que l'impôt, plus équitablement réparti, soit employé au profit du pauvre, dont il doit assurer l'instruction et le bien-être.

« Je ne veux plus des traitements scandaleux de l'ancienne monarchie ; mais je veux qu'on rétribue convenablement les plus modestes fonctions. Je veux la disparition de ces mille emplois inutiles destinés à être le prix de la corruption.

« Je veux la liberté et l'égalité absolues des cultes ; je veux que si quelques cultes sont reconnus par la République, tous le soient ; que si quelques cultes sont salariés, tous le soient aussi, et qu'alors les hauts dignitaires de l'Église n'absorbent pas le nécessaire des desservants des campagnes. »

Après un exposé de principes aussi dignement déduits, le citoyen Collard termine ainsi :

« Ma devise a toujours été : *L'intérêt général avant l'intérêt particulier*.

« Salut et fraternité.

« COLLARD, doreur.

« Poitiers, 29 mars 1848. »

Conclusion sage et ferme qui frappera d'autant mieux les électeurs qu'ils ont été plus longtemps le jouet de toutes les viles passions.

SEINE-ET-MARNE.

ROUEN jeune,

ingénieur, chef de service au chemin de Saint-Germain.

La candidature de ce digne citoyen a été reçue par acclamation. C'était une dette envers le républicain modeste autant qu'énergique dont l'attitude fut si noble devant la cour des pairs, qui l'accusait sur la dénonciation de M. de Ségur. C'est lors de ce procès qu'Armand Carrel apostropha si vivement les assassins du maréchal Ney. C'est alors que le général Excelsmans, poussé par une généreuse indignation, jeta d'une voix tonnante à ses collègues cette foudroyante apostrophe : « Oui, la mort du maréchal Ney fut un abominable assassinat ! »

Rouen jeune fut condamné à trois ans de prison pour avoir dit juste. Électeurs de Seine-et-Marne, à vous le soin de la réparation.

RHÉVILLE,

propriétaire et capitaine de la garde nationale.

Encore un républicain des anciens jours. Placé de manière à obtenir de hauts emplois administratifs s'il voulait renoncer à ses opinions politiques, il préféra les rigueurs du pouvoir à ses faveurs humiliantes. Condamné dans ces derniers temps à un mois de prison pour avoir dévoilé un maire qui volait la caisse communale des pauvres, il a persévéré dans sa foi républicaine et n'a cessé de stigmatiser ce code ignoble au nom duquel, pour sauvegarder l'honneur prétendu de quelques favoris tarés, le pouvoir d'alors frappait l'innocent au profit de ses vendus.

Encore une réparation à donner.

Nous ne pouvons trop admirer l'outrecuidance (nous adoucissons le mot) avec laquelle certains journaux critiquent les actes les plus louables du Gouvernement provisoire. *L'Union*, qui a cessé d'être monarchique, trouve inexplicable le système d'agitation révolutionnaire adopté par quelques politiques attardés, adorateurs malheureux d'une époque sans analogie avec le temps présent. Il valait certainement beaucoup mieux laisser les départements à eux-mêmes, c'est-à-dire aux intrigues réactionnaires, aux menées souterraines, au travail incessant des carlistes et des philippistes. *L'Union* y eût alors trouvé son compte. Pourquoi destituer les préfets et les sous-préfets ? Tous ces honnêtes citoyens avaient eu la main dans les plus odieux, dans les plus ignobles tripotages électoraux. Ils avaient tous aidé à l'infiltration de la corruption jusqu'aux dernières couches de la société ; tous ils avaient contribué à la dégénération intellectuelle et morale de la France, faisant appel aux appétits grossiers, aux vanités besoigneuses, aux passions mesquines et égoïstes ; ils avaient monstrueusement développé l'individualisme qui nous plongeait peu à peu dans la vase ; ils nous avaient agencouillés de gré ou de force devant le veau d'or.

Pourquoi mettre ces gens de côté ? Ce n'était pas là la récompense de leurs dignes services. Après avoir tiré le cordon du palais de Louis-Philippe, ce bouge du vol, de la bassesse et de l'ignominie, il fallait les proposer à la garde du temple de la démocratie ! Quels plus dignes initiateurs pouvait-on choisir ? Quelles mains plus pures pouvaient tenir le fil qui devait ramener du labyrinthe du juste-milieu la société égarée ?



Quelles âmes plus candides, plus dignes de se mettre en rapport avec la grande âme populaire ?

Le jour n'est pas plus pur que le fond de leur cœur !

La brutale République ne s'est pas rendue à ce raisonnement. Le citoyen ministre de l'intérieur a crié qu'il était bon de faire d'abord maison nette, de purifier l'atmosphère qui était quelque peu putréfiée, d'assainir en un mot les étables d'Augias. Si nous avons une observation à faire, non à lui, mais bien à ses commissaires, c'est qu'ils n'ont pas ouvert assez l'écuse à l'irruption démocratique et agi partout avec la fermeté nécessaire.

Nos reproches ne sont que trop justifiés par les nouvelles que nous recevons de Paris et de la province. Ainsi nous apprenons que les jésuites déblatèrent dans certains clubs contre l'athéisme de citoyens recommandables par leur ardente foi politique et religieuse ; les néo-catholiques portent en triomphe le citoyen Lacordaire, l'humble et chaste esprit qui continue parmi nous la tradition de saint Dominique et de l'inquisition. Ailleurs ce sont les forçats libérés, les repris de justice et les coureurs de barrière qu'on embrigade dans la banlieue, ce sont des ouvriers qu'on dissuade de voter, des cabarets où l'on crie *Vive le roi !* un club républicain pour la liberté des élections où MM. Liadières, d'Anthouard, d'Estissac, Viennet et *tutti quanti* font de fougueuses motions réactionnaires ; c'est Nantes, où l'on fait signer des pétitions pour la translation de l'Assemblée nationale hors de Paris ; c'est Pau, où les carlo-philippistes exultent en adressant aux candidats des questions insidieuses ; c'est le Finistère, où l'on travaille en plein soleil les villes et les campagnes ; c'est Bordeaux, où les organes d'une bourgeoisie égoïste, vaniteuse et cupide, écrivent de sots articles contre lesquels les clubs démocratiques protestent ; c'est Lyon, où des agents provocateurs sont saisis les poches pleines d'argent. Plus près, c'est le vieux bonhomme de *Constitutionnel* qui s'aventure sur ses béquilles jusqu'à venir tousser dans la rue son petit pamphlet anti-révolutionnaire ; c'est l'*Union ex-monarchique* qui diapre imperceptiblement son bonnet rouge de fleurs de lis mal déguisées. Enfin c'est une réaction générale des petits esprits, sourde et latente, qui est montée de la cave au rez-de-chaussée, du rez-de-chaussée au premier étage, et qui se montre volontiers à la fenêtre lorsqu'elle ne craint pas de voir passer dans la rue les deux ou trois cent mille ouvriers qui vont fortifier le Gouvernement provisoire de leur adhésion souveraine.

Ah ! vous craignez l'enthousiasme, vous ne voulez pas qu'on chante la *Marseillaise*, vous fermez l'oreille au *Chant du Départ*. Nous savons bien pourquoi vous n'aimez pas la musique. C'est que les vibrations de cette grande voix populaire vous empêchent d'ouïr les échos de Goritz. Le carillon monarchique qui s'éloigne chaque jour davantage ne peut parvenir jusqu'à vous, et c'est là ce qui vous exaspère. Eh bien, pleurez, pauvres champions du passé, pèlerins des sépultures, chevaliers servants des fantômes ! puisque votre désespoir est inaccessible à notre enthousiasme, puisque aux appels de l'avenir qui se font entendre par notre bouche, vous répondez par la critique amère du regret, par les gloussements de l'envie, par le cri de haine jeté à tout ce qui est grand, beau et juste. Vous voulez échafauder de petits obstacles sur notre route ! Insensés ! que vous servira une défaite de plus ? Une défaite ? Non ; on n'appelle pas ainsi le coup de pied du dédain donné à ce qui croyait encore être quelque chose. Il ne faut pas une lourde pression pour pulvériser cette ruine des ruines.

Restez donc à l'écart et abstenez-vous d'émettre des hérésies sociales comme celle-ci : « Nous sommes tous propriétaires au même titre, ne fût-ce que d'une bicoque. » C'est là un épouvantable mensonge, que votre ton doucereux ne fera point prévaloir. Vous ajoutez : « La France ne veut que des luttes pacifiques. » Sans doute ; mais alors pourquoi vos préparatifs de guerre sourde ?

Parmi les suppressions de cours au collège de France faites par le citoyen Carnot, il en est auxquelles nous ne pouvons donner trop d'éloges, telle est celle du cours de droit naturel professé par le citoyen Portets, l'homme du droit divin, de l'infailibilité papale et des jésuites. Si jamais il y eut étalage d'inepties, de platitudes et de pauvretés, ce fut sans contredit l'enseignement que cet homme eut la prétention de donner pendant nous ne savons combien d'années. Ce qu'il dit à l'école de droit ne vaut pas mieux.

On frémit, on s'indigne, on entre en fureur quand on voit l'enseignement transcendant en France confié à d'aussi effroyables nullités. A l'exception de deux voix qui ne se font plus entendre, il n'y avait rien qui fût à la hauteur de la mission civilisatrice que s'est arrogée la France. Que le citoyen Carnot y songe ! L'avenir de la patrie, de l'Europe, du monde peut-être, est en ses mains. Les générations futures auront de grands comptes à lui demander. La nomination du citoyen Jean Reynaud l'atteste ; il comprend la responsabilité qu'il assume. Quoique son administration soit provisoire, nous pensons bien que le passage à l'instruction publique du fils de celui qui organisa la victoire laissera des traces profondes, longtemps reconnaissables, en un mot des jalons pour ses successeurs.

A ce propos nous ne pouvons trop nous étonner qu'on se soit si peu occupé jusqu'à ce jour de l'enseignement politique de la nation. Le provisoire aura duré plus de deux mois. Qu'aura-t-on fait pendant cet énorme laps de temps ? Des circulaires ! Nous approuvons de tout point celles de Ledru-Rollin. Des proclamations, des affiches ? c'est encore une fort bonne mesure contre laquelle nous ne saurions aller. Les circulaires du citoyen Carnot aux instituteurs ? L'intention était on ne peut plus louable ; mais le citoyen ministre de l'instruction publique n'a oublié qu'un point. Ce point le voici : « En beaucoup d'endroits, les instituteurs n'ont pas les premiers éléments de la science politique. Qu'enseigneront-ils aux enfants petits et grands qui se pressent autour d'eux ? »

Il y a trois semaines que nous avons demandé la fondation d'un journal aux frais de l'Etat qui serait envoyé dans les communes de France. Ce journal, petit format, très-élémentaire, eût été tiré à trois cent mille exemplaires, commenté dans les villes et dans les villages. Nous faisons appel à Lamartine pour la réalisation de cette idée.

Nous demandons encore l'institution de professeurs

politiques qui eussent sillonné en tout sens chaque département. Le Gouvernement provisoire a à peu près tout abandonné à la spontanéité des efforts individuels. Que les bons citoyens se dévouent donc et répandent par l'énergie de leur patriotisme l'incertitude gouvernementale ! Missionnaires sacrés de la démocratie, pour eux l'histoire n'aura pas assez de louanges ; rien n'égale l'énormité du service qu'ils auront rendu, si ce n'est peut-être la jouissance que Dieu fait descendre dans l'âme de ses serviteurs et la conscience d'avoir sauvé l'humanité.

Parmi ces athlètes glorieux du droit se distingue un des écrivains les plus populaires de l'époque. Le citoyen Eugène Sue fait paraître à Beaugency (département du Loiret) un journal hebdomadaire, gratuit, intitulé *le Républicain des campagnes*. Dans cette feuille, il expose avec une simplicité accessible à toutes les intelligences les éléments de la science sociale et politique. Eugène Sue a déjà trouvé dans l'amour des hommes de la campagne la récompense de son apostolat volontaire. Non-seulement il est compris, mais on l'accueille partout où il passe des témoignages de la plus vive reconnaissance. Pourquoi *le Républicain des campagnes* n'est-il pas répandu dans toute la France ? Pourquoi tous les hommes de quelque talent, de quelque bon vouloir, n'ont-ils pas suivi son exemple ? Ont-ils donc oublié le précepte de l'Evangile : « Que le premier d'entre vous soit le serviteur des autres ! »

Pourquoi les journalistes pseudo-belges attaquent la France matin et soir.

Sous ce titre, *le Chemin de fer belge* publie un excellent article, où il démasque les folliculaires éhontés, prétendus journalistes français mais indignes de ce nom, qui exploitent à Bruxelles la presse salariée. Oui, ce sont des hommes qui se disent Français qui nous lancent chaque matin, de Belgique, ces fougueux *haros* contre le Gouvernement provisoire, et provoquent chez nos voisins les clameurs si fausses d'un patriotisme de commande.

« Peut-on admettre, sensément s'écrie *le Chemin de fer belge*, que ces gens-là aiment mieux que nous notre pays ; qu'ils comprennent mieux nos intérêts que les Belges eux-mêmes ? »

Assurément non ; mais de tels êtres dans tous les pays se considèrent comme chez eux. Ils sont en ceci fort républicains ; seulement ils prétendent soumettre à leurs rampants et sordides intérêts personnels le monde entier et tous les peuples ; ils se posent en petits tyrans universels ; leur *républicanisme* est de la dernière monstruosité du genre.

*Le Chemin de fer belge* nous a prouvé, ce que nous pensions déjà, qu'il connaissait bien les hommes des journaux salariés de Bruxelles.

L'administration de la Monnaie appelle des réformes immédiates. Nous ne concevons pas qu'on ait conservé :

Le citoyen Duhasier, commissaire général, qui palpe huit mille francs, homme peu aimé, si nous ne sommes pas mal informé, peu recommandable par ses opinions dynastiques, et assez inutile dans son emploi, à ce qu'on assure.

Le citoyen Marcotte, dont le moindre défaut est d'aimer le luxe, et qui, logé gratis, fait supporter à l'administration les frais d'embellissement qu'il juge à propos de faire dans ses appartements. On sait que les petits employés payent leurs loyers à la Monnaie quand ils ont le logement.

Le citoyen comte de Sussi, qui, possédant trente mille francs de rente, vient passer une demi-heure par jour à l'hôtel et perçoit pour cela cinq mille francs.

Pourquoi ne supprime-t-on pas tous les doubles emplois, tels que les adjoints au commissaire, les adjoints au contrôleur et beaucoup d'autres sinécures ?

Ces abus criants ne sont pas particuliers à Paris. A Marseille et à Lille, il y a deux commissaires payés chacun 5,000 francs, et il n'y a pas d'hôtel de la Monnaie ; un contrôleur au monnayage de Lille, où l'on ne monnaie pas, touche 3,400 fr.

Enfin on se demande comment M. Neuhaus occupe encore le poste de chef de bureau, lui qui est un ex-conservateur reconnu, et M. Dievrick celui de directeur.

Tout cela doit être réformé, remanié. Il y a de grandes économies à faire ; la République n'a pas d'argent à gaspiller.

Les citoyens républicains de Grenoble et de Saint-Marcellin s'étonnent de voir encore au pouvoir les hommes dont les noms suivent :

1° Le citoyen *Almèras-Latour*, substitut du procureur général de la cour d'appel de Grenoble, ancien légitimiste rallié et ultra-conservateur.

2° Le citoyen *Burdet*, républicain *ejusdem farinae*.

3° Les sieurs *Faure*, juge de paix à Tullins, et *Patu-rel*, juge de paix à Vizille.

On demande des nouvelles du sieur *Belloc*, substitut, qui en 1854 voulait faire sauter des maisons de Lyon.

Nous prions les journaux dévoués à la patrie de vouloir bien annoncer que la souscription des officiers retraités, pour venir en aide au Gouvernement provisoire dans ses embarras financiers, reste ouverte dans les bureaux de la *Commune de Paris*, rue de Rivoli, 16. L'appel fait aux vieux militaires retraités par leurs camarades patriotes ne serait pas entendu de tous si les journaux ne nous prêtaient pas leur concours. Mais le but est assez noble, la cause assez belle, pour que nous puissions compter sur la publicité de toutes les feuilles françaises.

Un bulletin apporté hier au journal touchant la candidature du citoyen Gustave Naquet a été inséré par erreur.

Il ne peut nous convenir de recommander ou de repousser des candidatures au sujet desquelles nous ne sommes pas suffisamment renseignés. Celle du citoyen Gustave Naquet étant de ce nombre, il est de notre devoir de nous abstenir de toute recommandation.

## ELECTIONS DE LA GARDE NATIONALE.

Dans la 1<sup>re</sup> légion, 4<sup>e</sup> bataillon, 6<sup>e</sup> compagnie, il y a 660 inscrits sur les contrôles de la compagnie, et pour l'élection des sous-officiers et caporaux il y avait dimanche à peine 200 votants. Les boîtes qui contenaient les bulletins ont été mises de côté pour en faire le dépouillement plus tard ; dans cet intervalle on a nommé les sous-lieutenants. Puis après on a fait le dépouillement des bulletins pour les sergents, et l'on a appelé les mêmes bulletins plusieurs fois de suite. Les élections de la 1<sup>re</sup> légion ont été salées par de vilaines intrigues : pour la nomination des officiers et pour celle des sous-officiers il y a eu des fraudes. S'il en est ainsi dans les autres légions, ces fraudes auront des suites fâcheuses. (Note communiquée.)

## Statistique des fortifications du peuple.

Les 25 et 24 février, il a été élevé dans Paris 1,312 barricades presque entièrement concentrées entre la Cité, la Madeleine, la barrière des Martyrs, le canal Saint-Martin sur la rive droite et autour de la Cité sur la rive gauche ; elles s'étendaient en outre dans toutes les rues conduisant aux barrières.

On a culbuté que chaque barricade a employé, en moyenne, 845 pavés ; de sorte que le peuple a arraché en quelques heures 1,277,640 pavés.

On a en outre renversé 4,015 arbres ; on a brisé ou endommagé 5,704 appareils d'éclairage, savoir : 227 candélabres, 11 consoles, 890 lanternes brisées, et 2,576 lanternes dont les verres ont été cassés.

Enfin on a brûlé ou détruit 53 corps de garde, 71 bureaux de surveillants des voitures de place, 41 bureaux d'octroi, 41 guérites, 104 colonnes d'affichage, 292 bancs ; total : 605.

Dans ce calcul ne sont pas comprises les grilles qui ont été arrachées pour faire des armes ou compléter des barricades, comme à la Bourse, à l'Assomption, au ministère de la marine, à Notre-Dame-de-Lorette, etc. (La vraie République.)

Au moment où tant de candidatures incroyables surgissent de tous côtés, nous croyons utile de mettre sous les yeux de nos lecteurs la lettre suivante :

« Clamecy, ce 7 mars 1848.

« Mes chers concitoyens,

« Je vous remercie du plus profond de mon cœur de la haute preuve d'estime que vous m'avez donnée en me portant, par acclamation (au club et au comité) et malgré moi, candidat provisoire à la députation ; mais après avoir mûrement réfléchi que dans les circonstances graves où nous sommes, une diversion pourrait être très-fâcheuse, il est de mon devoir de franc, loyal et ancien républicain, en vous exprimant ma reconnaissance, de vous déclarer, comme je l'ai fait hier au club, que je n'accepterais pas la candidature.

« Je vous prie, en conséquence, de reporter sur les autres républicains de la veille qui vous seront présentés par le comité les voix que vous manifestez avoir le désir de porter sur moi.

« Votre concitoyen, qui vous aime et qui vous sera toujours dévoué, comme il le sera toujours de toutes les forces de son âme à la réalisation de ces sublimes principes : Liberté, Égalité, Fraternité, comme il le sera jusqu'à la mort à la République française,

« A. GUERRET, vice-président du comité démocratique de Clamecy. »

## Conseils aux ministres sur leur déplorable entourage.

Nous empruntons au journal *la Presse* l'article suivant :

« Au moment où la France a le plus impérieux besoin de ménager ses ressources financières, le ministère de la guerre, ou plutôt l'administration de la guerre, semble leur offrir plus que jamais de nombreuses et épuisantes effluves, et tout cela se passe au nom de la routine dont vivent des milliers d'individus et des superfluités innombrables, lesquelles ont amené en pleine paix le budget de la guerre à la somme ronde de un million par jour de dépense.

« Avant tout, nous devons signaler une manœuvre de la bureaucratie de la guerre au moyen de laquelle non-seulement elle s'impose à tout ministre nouveau venu, mais se rend nécessaire, indispensable, et sous laquelle il courbe humblement la tête. Aussitôt donc qu'un ministre prend possession de son emploi (ceci s'applique également à tout nouveau venu dans les hautes fonctions secondaires du ministère), s'il est soupçonné d'avoir la plus légère idée de réforme, aussitôt se presse sur ses pas la foule des chefs de division, des chefs de bureau même, avec une effrayante quantité d'affaires urgentes en souffrance pour lesquelles on réclame des décisions immédiates.

« Le ministre, le sous-secrétaire d'Etat ou tout autre se mettent courageusement à la besogne, entament une affaire, et s'ils veulent la résoudre promptement, les *mais*, les *si*, les *car* et une foule de considérations secondaires se mettent en travers ; puis se glisse doucement le conseil que si le ministre veut bien avoir confiance dans le zèle, le patriotisme et surtout la parfaite connaissance qu'ont les bureaux de la trituration des affaires, il aura lieu d'être satisfait ; on lui insinue qu'il n'aura qu'à signer aveuglément, et que d'ailleurs il sera toujours le maître de faire tomber la responsabilité sur qui de droit en cas d'inexécution des réglemens ou de prévarication.

« Si le ministre ne tient pas compte de ces avertissements, alors l'avalanche des affaires urgentes s'augmente, il est littéralement submergé, et il a forcément recours au moyen de sauvetage qui lui est si généreusement offert.

« C'est ainsi que les bureaux assurent leur triomphe, et si le nouveau ministre n'arrive pas avec un plan mûrement réfléchi, fermement arrêté, et avec la volonté expresse de le faire prévaloir, s'il n'ordonne pas impérativement que chacun ait à recevoir ses ordres au lieu de les provoquer, il est inévitablement asservi aux bureaux, c'est-à-dire à la routine, à l'enchevêtrement systématique des affaires, établi par ceux mêmes qui se sont donné la mission de les résoudre.

« L'essentiel est donc de rompre cette puissance qu'on appelle les bureaux. »

La co  
1848, su  
tous les  
apporter  
droit à l

Le Co  
grie ins  
ter à la  
rant, à é  
tel de vil

Co  
Ver  
Ver

Picard  
et 4 fou  
Eugèr  
nom de  
1 timbal  
T

Grisie  
gent, 45  
3 cuiller  
Bertar  
Argent,  
mérite.  
Anon  
M. et  
et 6 fou  
Walle  
3 cuiller  
Anon  
Anon  
T

Madar  
Mader  
quelque  
Autot  
objet : 1  
Madar  
et 2 bou  
Madar  
Anon  
verses.  
Jourd  
3 objets  
Meur  
montre.  
T

Une j  
joux. O  
1 méda  
daille.  
chet, 2  
améric  
Anon  
Hube  
pesant  
1 cuiller  
1 casser  
meil pe  
Nicol  
Mader  
1 cuiller  
Madar  
d'honne

Le m  
Vu l  
tionaux  
lement  
d'art in  
vant r  
ment s  
sées de  
Vu l  
teint sa  
Vu q  
conserv  
de leur  
sées ;  
Vu l  
rapport  
statué :  
Il est  
tion de  
Ces  
après l  
Paris, c  
minist  
envoyé  
Ils re  
docum  
D'ap  
ils devi  
objets  
simpler  
objets e



La commission des détenus politiques de 1830 à 1848, siégeant aujourd'hui à l'hôtel de ville, prévient tous les prévenus de cette catégorie, de vouloir bien apporter leur levée d'écrou pour qu'il puisse être fait droit à leur demande.

Le Comité central maçonnique, pour les élections, prie instamment les délégués des divers clubs d'assister à la réunion générale qui aura lieu demain 11 courant, à 6 heures précises du soir, salle Saint-Jean, hôtel de ville (entrée par la rue Lobau).

#### DONS PATRIOTIQUES.

##### Commission des dons et offrandes à la patrie.

Versements faits le 9 avril.	10,137 f. 90 c.
Versements antérieurs.	68,850 43
<b>Total.</b>	<b>79,008 35</b>

#### MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT.

6 avril.

Picard, 23, rue Duphot. Argent, 8 pièces : 4 cuillers et 4 fourchettes.

Eugène Pottier, dessinateur, 63, Montorgueil, au nom de son père, patriote décédé. Argent, 1 pièce : 1 timbale.

Total du 6 avril : 9 pièces.

7 avril.

Grisier, adjoint au maire du 4<sup>e</sup> arrondissement. Argent, 15 objets : 1 cuiller à ragoût, 1 cuiller à potage, 3 cuillers à café, 4 cuillers et 4 fourchettes.

Bertambois, cordonnier, 13, rue de la Cossonnerie. Argent, 2 objets : 1 médaille de juillet et 1 croix de mérite.

Anonyme. Argent, 2 objets : 1 cuiller et 1 fourchette. M. et Mlle d'Artigues. Argent, 12 objets : 6 cuillers et 6 fourchettes.

Walferdin, 6, rue Mont-Parnasse. Argent, 11 objets : 3 cuillers, 3 fourchettes et 1 cuiller à ragoût.

Anonyme. Argent, 1 objet : 1 porte-cigars.

Anonyme. Or, 1 objet : 1 épingle.

Total du 7 avril : 44 pièces.

8 avril.

Madame Legru. Or, 1 objet : 1 broche.

Mademoiselle Joséphine Furet. Argent, 1 objet : quelques débris.

Autot, menuisier, 33, rue des Gravilliers. Argent, 1 objet : 1 médaille à l'effigie de Louis-Philippe.

Madame Feugueray. Or, 4 objets : 1 épingle, 1 bague et 2 boucles d'oreilles.

Madame Genin. Argent, 6 objets : 6 cuillers à café.

Anonyme. Argent, 9 objets : 1 cachet et 8 pièces diverses.

Jourdan, 46, rue de la Grande-Truanderie. Argent, 3 objets : 1 cuiller, 1 fourchette, 1 médaille.

Meurdefin, 106, rue Richelieu. Argent, 1 objet : 1 montre.

Total du 8 avril : 26 pièces.

9 avril.

Une jeune personne de 16 ans offrant tous ses bijoux. Or, 11 objets : 2 lorgnons, 1 chaîne, 2 cachets, 1 médaillon, 1 boucle, 1 porte-crayon, 2 bagues, 1 médaille. Argent, 20 objets : 12 cuillers, 1 timbale, 1 hochet, 2 médailles, 2 cassolettes, 1 couteau, 1 médaille américaine.

Anonyme. Argent, 1 objet : 1 plateau avec sa coupe.

Hubert, 14, rue Hauteville. Or, 1 objet : 1 tabatière pesant 150 grammes. Argent, 26 objets : 12 couverts, 1 cuiller à potage, 1 cuiller à ragoût, 3 cuillers à café, 1 casserole pesant 3,270 grammes; 6 cuillers en vermeil pesant 130 gr.

Nicolas Cérrier. Argent, 1 objet : 1 boîte de montre.

Mademoiselle Stéphanie Cérrier. Argent, 1 objet : 1 cuiller d'argent.

Madame Debrix. Argent, 5 objets : 3 médailles, prix d'honneur.

Total du 9 avril.	67 pièces.
Versement du 6 avril.	9
— du 7 —	44
— du 8 —	26
	<b>144 pièces.</b>
Versements antérieurs.	94
<b>Total.</b>	<b>240 pièces.</b>

#### Actes officiels.

##### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre de l'intérieur arrête :

Vu le rapport du citoyen directeur des musées nationaux, en date du 3 avril 1848, concernant principalement la réintégration au musée central des objets d'art indûment disséminés dans les résidences ci-devant royales et édifices quelconques, et subsidiairement sur la nécessité de relire convenablement les musées des départements au musée central;

Vu l'urgence qu'il y a à ce que ce double but soit atteint sans retard;

Vu que, par leurs attributions et leurs travaux, les conservateurs spéciaux ne peuvent pas être distraits de leurs fonctions sédentaires dans les différents musées;

Vu l'importance des deux objets signalés dans ledit rapport, et sur lesquels l'arrêté du 18 mars 1848 a statué :

Il est nommé quatre inspecteurs attachés à la direction des musées nationaux.

Ces inspecteurs prendront rang immédiatement après les conservateurs spéciaux des collections de Paris, et se transporteront sur tous les points où l'administration des musées nationaux jugera utile de les envoyer.

Ils recevront avant leur départ les instructions et documents nécessaires pour faciliter leur mission.

D'après les rapports qu'ils adresseront à la direction, ils devront procéder à la réintégration immédiate des objets appartenant au musée central, ou constater simplement l'existence et l'état de conservation de ces objets et en dresser état.

Ils devront, en toutes mesures prises par eux, en référer à la direction des musées nationaux.

Leurs appointements, à partir du 1<sup>er</sup> avril, seront fixés à la somme de 4,000 fr.

Il leur sera alloué 2,000 fr. pour frais de voyage. Paris, 5 avril 1848.

LEDRU-ROLLIN.

#### Compte rendu des Clubs.

##### COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

Le Comité révolutionnaire, Club des clubs, des corporations d'ouvriers, de la garde mobile et de l'armée, invite les clubs des départements à s'affilier à lui afin d'harmoniser les efforts communs et actifs des républicains, et de s'entendre sur toutes les questions de principes qu'a soulevées la Révolution sociale de 1848.

Plus de deux cents corporations diverses ont eu aujourd'hui des réunions, soit pour travailler en commun aux organisations fraternelles, soit pour nommer des délégués, soit enfin pour délibérer sur des questions d'intérêt commun ou général.

Partout ces réunions avaient le double caractère de l'union et de la fraternité.

Le club de la Révolution, présidé par le citoyen Barbès, a émis les vœux suivants après de longues et belles discussions.

Le Gouvernement provisoire va être invité par le comité du club :

1<sup>o</sup> A s'emparer de la banque de France, qui ne peut rendre, en l'état actuel des choses, les services qu'il faut exiger d'elle;

2<sup>o</sup> A s'emparer des compagnies d'assurances; et à ce sujet, deux ordonnances prorogatives de privilèges, insérées hier au *Moniteur*, et émanant du citoyen ministre de l'agriculture et du commerce, ont excité d'énergiques protestations;

3<sup>o</sup> A s'emparer de tous les chemins de fer;

4<sup>o</sup> A s'emparer des mines et salines,

5<sup>o</sup> Et de tous les canaux.

Le Gouvernement sera aussi invité à créer immédiatement un papier monnaie, à petits coupons, comme cela a lieu en Allemagne, en Angleterre et en Russie; ce papier sera garanti par le riche domaine de l'Etat, qui vaut deux milliards et demi.

Pour rendre un hommage digne de la mémoire de Godefroy Cavaignac, une grande fête nationale aura lieu le 5 mai : on inaugurerà sa statue au Panthéon, si le Gouvernement provisoire y consent.

Le Gouvernement sera aussi invité à publier immédiatement les deux dossiers trouvés dans le cabinet de Louis-Philippe, et dans lesquels se trouvent tant de pièces compromettantes pour bon nombre de gens qui briguent néanmoins l'élection pour l'Assemblée constituante. Ces pièces seront préalablement signées et paraphées, afin qu'elles ne disparaissent pas comme les pièces d'une certaine enquête dirigée contre un chef d'institution et maire de Paris, il y a quelques jours.

##### SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

Séance du 8 avril. — Lecture et adoption du procès-verbal.

Le citoyen président fait donner lecture d'une lettre du citoyen Watrin annonçant qu'il refuse de se rendre à la société pour donner des explications sur sa nomination au grade de lieutenant-colonel dans la 6<sup>e</sup> légion.

Après cette lecture, le citoyen président présente quelques observations sur le refus du citoyen Watrin; il dit que l'invitation de se présenter n'a point été adressée au lieutenant-colonel, mais au citoyen; mais que du reste la société doit être suffisamment éclairée par ce refus.

Le citoyen Ramel, chargé de recueillir des signatures pour la protestation dont il a été question dans la séance d'hier, engage les sectionnaires présents qui font partie de la 6<sup>e</sup> légion de vouloir bien se présenter au bureau pour y apposer leurs signatures.

Le citoyen Bouillet fils vient dénoncer un fait arrivé ce soir au scrutin de ballottage dans les 2<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> compagnies, 1<sup>er</sup> bataillon, 6<sup>e</sup> légion. Deux cents électeurs environ n'ont pu voter faute de bulletins. C'était l'heure de la paye des ouvriers, il fallait s'y rendre, et par la négligence ou le mauvais vouloir du bureau, un grand nombre de citoyens ont été privés d'exercer leurs droits.

Le citoyen Leflaure, rue Aumaire, 35, répond que les bulletins de couleur ne sont pas absolument exigibles, et qu'on peut voter sur papier blanc. Il convient cependant du fait, et dit qu'on a été environ une heure privé de bulletins; mais qu'en attendant quelque peu on aurait pu s'en procurer.

Le citoyen Villain, président, fait observer que c'est un des mille petits moyens employés par les aristocrates pour empêcher le peuple de voter; il pense qu'on doit faire annuler de semblables élections, et qu'il ne faut reconnaître pour chefs que ceux qui ont été nommés par tous.

Le citoyen Verriot signalé dans l'assemblée un citoyen qui prétend que parler ainsi c'est prêcher l'anarchie.

Le citoyen Vannier monte à la tribune pour expliquer sa pensée. Il n'a point dit que le citoyen président prêchait l'anarchie; il a dit seulement que vouloir attaquer une élection qui aurait eu la majorité, ce serait tomber dans l'anarchie.

Le citoyen président répond que sans doute les élections sont faites à la majorité, mais à une majorité relative. Une minorité contre-révolutionnaire s'est emparée du scrutin. Les ouvriers ne peuvent assister aux élections faute de pouvoir perdre leur temps. On ne trouve pas de bulletins aux heures où ils peuvent s'y rendre. On emploie mille ruses pour éluder le principe de la souveraineté du peuple. Enfin les élections de la garde nationale nous donnent une idée de ce que seront les élections générales. Les trois quarts des travailleurs n'auront pas le temps de s'y rendre. Mais tranquillisons-nous : si le parti rétrograde l'emporte aux élections, il reste toujours aux vrais démocrates un dernier argument dont la puissance n'est pas contestable.

Le citoyen Maillardet signale un de ses sectionnaires comme ayant refusé d'obéir à une convocation. C'est

le nommé Henrion, passage Basfour, 44.

Le citoyen Forest propose, puisque Lagrange n'a pu être élu colonel, de le porter comme candidat à l'Assemblée nationale. Il faut à la Convention des hommes énergiques, des hommes qui osent dire ce qu'ils pensent; le citoyen Lagrange est un de ces hommes, et nous ne pouvons faire un meilleur choix.

Le citoyen Lagrange. — Je me suis présenté devant vous quand vous m'avez appelé. Je ne recherche point les dignités. Homme du peuple, soldat du peuple, c'est pour lui que j'ai combattu, pour lui que je me suis jeté au devant du danger. Vous m'avez désigné un poste; j'ai cru qu'il était de mon devoir de l'accepter. La 6<sup>e</sup> légion, croyez-le bien, est étrangère à l'échec que nous avons subi. La 6<sup>e</sup> légion est presque entièrement composée d'hommes qui vivent de leur travail; c'est tout un peuple de travailleurs, travailleurs de l'atelier, du comptoir, de l'intelligence; peuple qui, dans nos discordes civiles, a presque toujours versé son sang pour le triomphe de nos principes. J'ai pensé que vous vouliez un homme qui s'appuyât sur le peuple, comme le peuple pouvait s'appuyer sur lui; j'ai été en butte à toutes les calomnies, j'ai lutté jusqu'à la fin. Mais le jour où j'ai vu que vous n'aviez point la force nécessaire pour faire triompher votre volonté, j'ai cru qu'il était de votre dignité même de ne point accepter un autre poste que celui que vous-mêmes m'avez désigné.

Que cet exemple vous serve de leçon. Vous êtes admirables pour improviser la victoire; mais vous n'en savez point profiter. Vous avez négligé de réclamer vos droits, vous ne vous êtes point fait inscrire, ou vous ne vous êtes pas rendus aux élections. Les contre-révolutionnaires, eux, étaient organisés, et vous n'avez pu nommer l'homme que vous aviez choisi.

Maintenant qu'il s'agit de faire une constitution, ne retombez pas dans les mêmes errements; veillez à votre droit; choisissez des hommes dont la vie privée comme la vie publique soit celle d'hommes honnêtes, d'hommes dévoués à la patrie. Gardez-vous surtout de ces indignes qui vous ont appelés sur la place publique, et qui, le jour du combat venu, vous ont abandonnés comme des lâches. Si vous n'y prenez garde, ils vous bécroteront une constitution qui s'appellera bien République, mais qui ne sera qu'une monarchie déguisée. Si vous ne voulez pas, citoyens, vous voir enlever les fruits de votre victoire, ouvrez l'œil et gardez vos épées.

Le citoyen Lévy garantit au citoyen Lagrange quinze mille voix de ses co-religionnaires.

Le citoyen président remercie le citoyen Lévy au nom des démocrates, et déclare que catholiques, protestants, israélites, ne forment plus qu'une seule et même famille.

Le citoyen Bressy fait ressortir les vices de l'ancien mode d'impôt. Les petites industries, les petits commerçants payent proportionnellement bien plus de contributions que les grands propriétaires, que les grands manufacturiers. Il faut nécessairement réformer tous ces abus; il faut qu'on fasse payer davantage ceux qui possèdent plus, ceux qui font passer leurs capitaux à l'étranger et qui mettent la République sur les limites de la banqueroute.

Le citoyen président est loin de s'effrayer de ce mot de banqueroute : « A qui la République doit-elle en définitive ? à ses ennemis, aux sangsues de la restauration, aux corrompus du dernier règne. Eh bien ! quand bien même la République ne payerait pas ces gens-là, où serait le mal, et ne serait-ce pas plus simple de ne pas leur donner que de leur reprendre ? On a dit qu'il fallait prendre où il y a trop pour remettre où il n'y a pas assez. Si le Gouvernement provisoire était assez fort, il aurait certainement déjà fait de grandes choses; mais il craint de prendre des mesures révolutionnaires, il a peur de toucher à la propriété. Que va-t-il arriver ? Les élections de la garde nationale sont mauvaises, celles de la Constituante ne vaudront pas mieux, au contraire; peut-être seront-elles pires. Il faudra donc faire nos affaires nous-mêmes. Mais pour cela nous devons nous organiser, nous unir. Quand le peuple est fort, il peut descendre dans la rue les mains dans ses poches. En 1834, en 1839 nous étions faibles; il a fallu prendre nos fusils. Le 17 mars 1848, notre manifestation a été calme et majestueuse; plus nous serons forts, moins nous aurons à craindre. Qui pourrait résister à cette immense pression de tout un peuple ? Nous supprimerons les contre-révolutionnaires sans secousse et sans danger. »

Le citoyen Chignon lit le discours prononcé par Louis Blanc le 5 avril au Luxembourg.

Cette lecture est couverte d'applaudissements.

La séance est levée à 10 heures.

Séance du 9 avril 1848. — Le citoyen Villain, président, transmet à l'assemblée les explications du citoyen Watrin, qui s'est présenté hier après la clôture de la séance. — Il s'était en effet désisté de sa candidature en faveur du citoyen Lagrange : deux de ses amis étaient venus l'annoncer à la Société des Droits de l'homme; mais comme il a appris, le même soir, que le citoyen Lagrange refusait ce grade, il a cru pouvoir se porter de nouveau.

Le citoyen Fosseyeux recommande aux électeurs de ne point choisir pour représentants des discoureurs, des phraseurs, des avocats, des hommes sans conviction. « Il nous faut, dit-il, des hommes énergiques, qui ne craignent point d'attaquer les abus du passé. S'il se glissait dans nos rangs des misérables qui eussent quelque velléité de ramener l'ancien état de choses, jurons de nous transporter en masse à la barre de la Convention et de demander la mise en accusation des traîtres. Il nous sera facile de juger les hommes à leur début. Je propose donc que le Gouvernement provisoire soit invité à faire prêter aux représentants le serment suivant le jour de l'ouverture de l'Assemblée nationale :

« Je jure attachement et fidélité inviolable à la République une et indivisible, et haine éternelle à la royauté. »

Le citoyen président répond que la société tout entière partage l'opinion du citoyen Fosseyeux; mais il ne croit pas que le Gouvernement provisoire dispose de pouvoirs suffisants pour faire prêter le serment dont il est question.

Le citoyen Bressy, candidat à l'Assemblée nationale, fait sa profession de foi. Il donne d'abord quelques détails sur sa personne et ses antécédents.

Bressy, officier de santé, fils d'un patriote de 89, républicain lui-même depuis son enfance, traduit de-



vant la cour des pairs pour l'insurrection lyonnaise en avril 1834, dont il était un des chefs. Il passe ensuite à l'exposé de ses principes et déclare qu'il veut une république véritable, une république qui ne soit point une monarchie déguisée. Il n'acceptera jamais pour gouverner la France d'autre pouvoir que la Convention nationale : c'est la véritable application du principe de la souveraineté populaire.

Le citoyen Meunier demande au candidat comment il entend l'association et l'organisation du travail.

Le citoyen Bressy veut la libre association du travail, du travail industriel et du travail agricole. Il a déjà donné connaissance à la Société d'un plan d'organisation dans lequel il propose que les capitaux du sol viennent en aide à l'industrie. Il faut que tous les travailleurs jouissent d'un salaire égal. L'homme isolé ne peut rien, quelle que soit son intelligence : c'est à la société qu'il est redevable du développement de ses forces et de ses facultés ; il se doit donc tout entier au bonheur général, et chacun doit participer aux résultats de son travail, aux fruits de l'arbre que tous ont cultivé. Cette organisation seule peut nous mener au bonheur par la fraternité.

Quelques interpellations sont adressées au candidat par le citoyen Rouveyrol sur l'organisation immédiate du travail, sur la durée du mandat des représentants, sur le salaire des prêtres, sur le divorce.

Le citoyen Bressy répond par quelques citations du projet d'organisation qu'il a lu dans une des précédentes séances. Quant à la durée du mandat, il ne peut guère se prononcer d'une manière positive. Il pense que la Convention n'aura qu'une durée très-limitée, un an, par exemple ; mais la constitution qu'elle est appelée à faire réglera tous ces détails. En ce qui concerne le salaire du clergé, son opinion bien arrêtée est que les fidèles de chaque culte doivent en rétribuer les ministres.

Le citoyen Baudin est entendu à son tour pour faire sa profession de foi.

« Je veux, dit-il, la République tout entière, avec toutes ses conséquences, et l'application absolue de la devise de notre drapeau : *Liberté, Égalité, Fraternité*. La liberté, nous la possédons ; mais nous ne sommes que libres et ce n'est point assez ; les deux autres termes de cette admirable trilogie sont encore à venir. L'égalité n'existera pas tant qu'il y aura des hommes qui mourront de faim, tandis que d'autres regorgent de tout. L'égalité, jusqu'à présent, n'est qu'un mot ; nous voulons en faire une chose. Tous les hommes venus au monde sous les mêmes auspices et sortis nus du ventre de leur mère sont égaux devant la nature ; il faut qu'ils le soient devant la société. La société est chargée de développer les facultés des hommes, de leur assurer la satisfaction de tous leurs besoins et de faire fonctionner chacun suivant son mode d'activité. Travailler selon ses penchants naturels, n'est-ce pas déjà un plaisir.

« La fraternité ne peut s'établir que par l'égalité. Tous les hommes doivent être solidaires, et quand je dis tous les hommes, je veux parler de tous les membres de la grande famille humaine. La patrie n'existe pas si ce n'est au point de vue de la transition ; nous sommes tous enfants de l'humanité. On nous a reproché d'être des rêveurs, des utopistes ; on nous a dit que l'application de nos principes était impossible. Quoi ! vouloir le bonheur de tous serait une utopie ; il y aurait toujours des malheureux dans la société ? Mais ceci est un anathème ; la société alors serait maudissable. Non, citoyens ; nous sommes sûrs que l'opportunité de nos principes ne fera pas question d'ici à quelque temps. La loi de l'humanité, c'est le progrès ; elle peut s'arrêter un instant, mais qu'arrive-t-il alors ? C'est qu'après cet instant de repos, elle franchit d'un seul bond dans le temps et dans l'espace tout l'intervalle qu'elle aurait parcouru dans les temps ordinaires, souvent même elle le dépasse. »

Le citoyen Masson demande au candidat comment il entend l'association ; il pense qu'avant d'arriver à l'association universelle, on doit organiser l'association particulière et qu'il faut penser à nous avant de songer aux autres nations.

Le candidat répond qu'il ne repousse nullement l'association partielle, mais il ne l'accepte que comme moyen transitoire : « Nous voulons, ajoute-t-il, une association générale ; immense, qui embrasse le monde entier ; je respecte l'association, je l'admire, je l'accepte même, mais seulement comme un des degrés de l'échelle de la progression, et je désirerais que l'humanité pût franchir plusieurs échelons à la fois. »

L'orateur aborde une autre question et présente quelques considérations sur la nécessité d'affranchir la femme, de l'affranchir civilement, moralement et intellectuellement. On verra plus tard s'il est possible de l'affranchir politiquement. La condition présente de la femme n'est point soutenable ; elle n'a point de droits civils ; nous la privons des bienfaits de l'éducation ; nous lui avons fait une position telle, qu'elle ne peut vivre de son travail, et cependant la femme est notre mère, notre épouse, notre fille, notre sœur ; elle tient à nous par les liens les plus sacrés, et nous devons l'affranchir pour arriver au fonctionnement harmonique de toute l'humanité.

Le candidat termine par quelques mots sur l'éducation publique : « Tous les hommes appartiennent à l'État ; la société a un but, et chacun doit converger vers ce but dans la proportion de ses facultés. L'État doit s'emparer de l'enfant, même dans le sein de la mère ; la famille peut avoir des intérêts vicieux et contraires à ceux de la nation ; l'éducation ne peut donc lui être laissée. Nous sommes loin cependant de vouloir détruire la famille : ce serait priver l'homme d'une portion de bonheur, et nous demandons au contraire que tous soient heureux. »

On parle beaucoup des différences de capacités comme d'un obstacle à l'égalité ; mais nous prétendons modifier, faire disparaître presque entièrement ces différences. Permettez-moi une comparaison, citoyens. On est parvenu à améliorer les espèces animales, les races bovines, ovines, chevalines, etc., je ne vois pas pourquoi l'espèce humaine ne pourrait point subir les mêmes transformations ; la physiologie d'ailleurs ne nous permet pas d'en douter. (Applaudissements unanimes.)

La séance est levée à dix heures.

## CLUB DE L'UNION FRATERNELLE.

Citoyen rédacteur,

Nous vous prions de vouloir bien insérer dans votre plus prochain numéro la protestation suivante :

Le club de l'Union fraternelle, informé que dans plusieurs départements les commissaires du Gouvernement se portent candidats à l'Assemblée nationale ;

Qu'ils usent de leur influence pour s'imposer comme candidats à leurs administrés ;

Qu'en tête des listes de quelques départements figurent les noms de ces commissaires, et que cet acte tendrait à porter atteinte à la liberté du vote et ressusciterait un abus dont la révolution de Février doit nous affranchir ;

A l'honneur de soumettre aux citoyens membres du Gouvernement provisoire la décision suivante, prise à l'unanimité dans sa séance du 8 avril 1848 :

« Le club de l'Union fraternelle décide qu'il sera envoyé des délégués auprès du Gouvernement provisoire pour lui demander de rendre d'urgence un décret tendant à ce que « aucun commissaire du Gouvernement ne pût se porter candidat, ni être élu représentant à l'Assemblée nationale, dans le département où il « exerce ses fonctions. »

Salut et fraternité.

(Suivent les signatures du bureau.)

## CLUB DES HOMMES LETTRÉS.

Séance du 9 avril. — Les hommes lettrés, dans cette deuxième réunion, se sont constitués en société sous le titre de club des Hommes lettrés.

L'objet du club est de mettre le Gouvernement à même de tenir compte des hommes lettrés dans l'examen du grand problème de l'organisation du travail. Couverts jusqu'à ce jour d'un funeste oubli, les hommes lettrés veulent entrer enfin comme corps organisé dans la vie politique et civile de l'État ; ils veulent, par une forte association, se soustraire au despotisme des positions acquises et obtenir la triple garantie du travail, du bien-être et de l'indépendance. Déjà, dans leur démarche collective du 4 avril auprès du Gouvernement provisoire, ils ont posé comme l'un des moyens d'arriver à ce but l'abolition du cumul de plusieurs fonctions rétribuées et de celui d'une fonction rétribuée avec une fortune suffisante pour vivre.

Le club des Hommes lettrés a confirmé le bureau provisoire dans ses fonctions pendant tout le temps nécessaire pour l'adoption d'un règlement et la constitution définitive de la société. Ce bureau se compose des citoyens P.-E. Laviron, président ; Vigroux, P. Lachambaudie, vice-présidents ; L.-C. Grilliet, Gustave Bonnin, secrétaires.

Les séances ont lieu au grand amphithéâtre de l'École de médecine, deux fois par semaine, le dimanche à deux heures et le mercredi à sept heures. A la séance du 12 avril, on sera encore admis sans carte.

## Clubs des départements.

On lit dans la *Tribune du peuple*, journal démocratique de la Seine-Inférieure :

### COMITÉ CENTRAL DÉMOCRATIQUE.

Séance du 7 avril. — « Depuis quelques jours, des bruits fâcheux pour la cause démocratique ont été répandus dans notre contrée : des personnes, intéressées sans doute à calomnier les tendances de ce parti, l'ont accusé de communisme, ainsi que tous les clubs qui marchent sous sa bannière.

« Pour faire qu'aucun motif d'accusation ne puisse exister à cet égard, le Club central démocratique a proposé, dans sa séance d'aujourd'hui, que les citoyens qui appartiennent à l'opinion communiste et qui, sans arrière-pensée, avaient prêté leur loyal concours à l'établissement de la République en s'adjoignant à ce comité, soient priés de renoncer à en faire partie. Ces citoyens, voulant avant tout le succès de la démocratie, et comprenant qu'ils pourraient être un obstacle au triomphe de ce principe, ont immédiatement résigné le titre de membres du Club central démocratique.

« Les membres du Club central démocratique, »

« Signé : DURAND-NEVEU, président. »

— On lit dans l'*Armoricaïn*, journal du Finistère :

### CLUB DE L'UNION RÉPUBLICAINE.

*Liberté, Égalité, Fraternité.*

« Le club de l'Union républicaine, fondé d'abord sous le nom de club de l'Industrie et du Commerce brestois, s'est constitué définitivement le 4 avril courant.

« C'est donc au nom de l'Union, de la Fraternité et de l'Égalité que le bureau définitif fait appel à tous les citoyens sans exception dans le but de se grouper en phalange serrée pour sauvegarder les institutions de notre jeune République.

« Son but est aussi d'aider à la fusion générale des opinions, afin de porter à l'Assemblée nationale des candidats qui soient l'expression vraie du pays.

« Les membres du bureau : »

« Signé : Delagarde jeune, président ; Lepontois aîné, Dubreuil, négociants, vice-présidents ; A. Hallais, Girault, Prax cadet, Thomas, avoué ; E. Caen, Ferd. Cain, secrétaires.

« Les citoyens qui font ou qui veulent faire partie du club de l'Union républicaine sont convoqués pour samedi 8 avril, à sept heures du soir, salle de la Bourse. »

— On lit dans le *Républicain de l'Aude* :

### CLUB DE CARCASSONNE.

Séance du 5 avril. — « La République se fait surtout sentir à Carcassonne par le club. Jusqu'ici le nouveau régime, dont le principe seulement est posé et dont les conséquences appartiennent à un avenir prochain, n'a pas altéré la physiologie du pays. Les changements dans l'administration, les modifications dans les institutions, toutes choses inévitables, ne sont qu'ébauches. Mais ce qu'il y a de nouveau, de fécond et de puissant, ce que nous devons à la révolution de février, c'est le droit de réunion, c'est l'établissement de la Société républicaine à Carcassonne. Cette Société compte déjà plus de deux mille deux cents affiliés ; son esprit est éminemment démocratique ; elle embrasse

toutes les classes d'ouvriers ; elle se ramifie dans les campagnes par un grand nombre d'autres clubs. »

— Le *National de l'Ouest* publie l'avis suivant qui prouve combien l'importance de centraliser les clubs et les corporations a été appréciée par les républicains en province :

## CLUB NATIONAL.

« Tous les délégués des corporations (un par vingt hommes), ainsi que les bureaux des clubs populaires, sont invités à se réunir à l'Oratoire, samedi 8 avril, à sept heures du soir. Le but de la réunion est de statuer définitivement sur le choix des candidats.

« Le président, Prosper MERLET. »

« Nota. Les délégués qui n'auraient pas encore déposé leurs listes sont invités à les remettre au bureau le même soir. »

## CLUB DE L'UNION RÉPUBLICAINE DE THIVIERS.

Sur la demande d'un grand nombre d'ouvriers et de travailleurs, un nouveau club a été formé à Thiviers, sous le nom de club de l'Union républicaine.

Le 24 mars, il a été constitué définitivement. 94 citoyens ont pris part au scrutin, après la clôture duquel est arrivé un grand nombre de personnes. Le citoyen Theulier-Saint-Germain notaire, maire de Thiviers, a été nommé président à l'unanimité, moins une voix ; le citoyen Paulin-Marty, ferblantier, a été nommé vice-président ; le citoyen Mortessagne fils, menuisier, secrétaire, et le citoyen Bonhomme fils aîné, marchand, sous-secrétaire.

(*L'Echo de Vézère.*)

## CLUB DES TRAVAILLEURS DE LA VILLE DE RODEZ.

Séance du 29 mars 1848. — 250 citoyens environ sont présents.

A l'ouverture de la séance, le président donne lecture de la liste des candidats à la Représentation nationale. Après avoir fait connaître rapidement leurs antécédents, il les recommande aux suffrages libres des membres du comité. — L'un des secrétaires donne ensuite lecture du projet de règlement que le bureau provisoire propose à l'adoption du club. — Après quelques légères modifications apportées au projet primitif, le club adopte le règlement.

(*L'Aveyron républicain.*)

## CLUB DE SAINT-MAIXENT.

A l'imitation de nos réunions populaires, plusieurs citoyens de Saint-Maixent viennent d'ouvrir un club sous la dénomination de club de l'Égalité. On s'y occupe d'élections. Les séances particulières ont lieu les jours sur semaine et les séances publiques le dimanche. On dit que ce club est fort suivi.

## CLUB DÉMOCRATIQUE DE NIORT.

*Liberté, Égalité, Fraternité.*

*Avis.*

D'après la décision prise par le Club démocratique, tous les candidats à la représentation nationale, sans exception, sont invités à faire connaître leurs professions de foi.

Pour cet objet, la tribune du club leur sera toujours ouverte à toutes les réunions publiques, où en même temps ils auront à répondre aux interpellations qui pourraient leur être adressées.

Les candidats auront la priorité sur tous les orateurs inscrits.

Le président, BOURCIER.

(*L'écho du peuple.*)

## AVIS.

L'Assemblée générale des Suisses qui devait avoir lieu dimanche 9 avril, par suite d'un malentendu a été remise à mercredi 12 avril, 7 heures du soir, au Palais-National, salle des Batailles.

Questions importantes à l'ordre du jour. — Dimanche au même lieu, à une heure.

## Faits divers.

Nous n'avons pas besoin de dire que la nouvelle donnée hier sur la reconstitution du royaume de Pologne par la Russie, avec le prince de Leuchtenberg pour roi est considérée comme tout à fait apocryphe.

— On lit dans l'*Ami du Peuple* :

« La commune de Gentilly vient de nommer le citoyen Raspail au grade de chef de bataillon, même après que celui-ci a déclaré qu'il ne consentirait jamais à recevoir des ordres de la part des hommes qui, en juin 1832, ont conduit, par force, leur légion contre les immortelles victimes du cloître Saint-Méry : « Comme chef de bataillon, leur a-t-il dit, je ne relèverai que de Gentilly même, jusqu'à ce que la légion ait à sa tête un franc républicain. »

— Nous sommes heureux de pouvoir annoncer que le Gouvernement provisoire a décidé à l'unanimité qu'il y aura d'ici à huit jours une grande fête populaire à l'occasion de laquelle l'armée fraternisera avec le peuple et la garde nationale. On dit qu'un grand banquet aura lieu dans le Champ-de-Mars, auquel le Gouvernement provisoire lui-même prendra part. L'armée, toutefois, ne fera qu'une halte à Paris : après les embrassades le travail. Le lendemain de la fête, elle partira pour les frontières de l'Italie.

— On lit dans un journal du soir :

« Une pièce très-curieuse, c'est le texte même de l'acte de l'abdication du roi Louis-Philippe, signé aux Tuileries le 24 février. Nous donnons cette copie d'après l'original même, sur lequel nous l'avons transcrite textuellement :

« Acte autographe d'abdication du roi Louis-Philippe.

« J'abdique cette couronne que la voix nationale m'avait appelée (sic) à porter, en faveur de mon petit-fils le comte de Paris.

« Puisse-t-il réussir dans la grande tâche qui lui échoit aujourd'hui.

« 24 février 1848.

LOUIS-PHILIPPE. »

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.